

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE (C.A.M.V.S)

ARRETE N° 10/2025

**OBJET : CONSTITUTION D'UNE PROVISION A LA SUITE D'UN RECOURS INDEMNITAIRE
D'UN COMMERÇANT RIVERAIN DE LA RUE SAINT-AMBROISE A MELUN**

Le Président de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (C.A.M.V.S),

VU le décret n°2022-1008 du 15 juillet 2022 portant diverses mesures relatives aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, à la péréquation des ressources fiscales, à la fiscalité locale et aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales ;

VU le Code Général des collectivités Territoriales et, notamment, son article R.2321-2 ;

VU l'Instruction Budgétaire et Comptable M49 ;

VU les statuts en vigueur de la Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine (CAMVS) ;

VU la délibération n°2024.8.22.231 en date du 16 décembre 2024 adoptant le Budget Primitif 2025 du Budget Assainissement de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine ;

VU la délibération n°2024.8.25.234 en date du 16 décembre 2024 adoptant le Budget Primitif 2025 du Budget Eau Potable de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine ;

CONSIDERANT qu'en application des principes de prudence et de sincérité, la CAMVS a l'obligation de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré ;

CONSIDERANT que cette provision doit être constituée à hauteur du montant estimé de la charge qui pourrait résulter en fonction du risque financier encouru ;

CONSIDERANT que suite à la fermeture à la circulation et au stationnement automobile de la rue Saint-Ambroise à Melun pour la réalisation de travaux préparatoires de réfection des réseaux d'assainissement et d'eau potable dans le cadre de l'arrivée du Tzen 2, le conseil d'un commerçant riverain a adressé à la CAMVS une demande indemnitaire préalable reçu le 8 novembre 2023 sollicitant une indemnisation de 63 000 euros, à parfaire ;

CONSIDERANT que par courrier en date du 4 janvier 2024, la CAMVS a rejeté cette réclamation d'un montant de 63 000 euros, à parfaire ;

CONSIDERANT que suite à ce refus, par requête du 5 mars 2024, le commerçant riverain a saisi le Tribunal Administratif de Melun d'un recours indemnitaire contre la CAMVS ;

ARRETE

Article 1^{er} : La constitution d'une provision pour le recours indemnitaire devant le Tribunal

La présente décision peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, devant le Tribunal administratif de Melun.

Administratif de Melun.

Article 2 : Fixe le montant de la provision à 66 000 €, à parfaire (dont 3 000 € au titre de l'article L.761-1 du Code de justice administrative).

Article 3 : Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Communauté.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne,
- Madame la Trésorière Principale de Melun.

Fait à Dammarie-les-Lys, le 29/07/2025

Accusé de réception

077-247700057-20250102-59574-BF-1-1


Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/07/2025

Publication ou notification : 29/07/2025

Signé par le Président, Franck VERNIN

Le Président,



Franck Vernin

La présente décision peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, devant le Tribunal administratif de Melun.